

4^e Forum mondial des droits de l'Homme de Nantes

Cérémonie d'ouverture : intervention de Pierre Sané*

Je me réjouis qu'édité après édition nous soyons en mesure dans le cadre de ce forum d'attirer autant de participants. Nous avons eu plus de 4 000 inscrits pour l'édition 2010.

L'édition 2004, qui représentait la première édition du Forum de Nantes, a eu lieu dans un contexte politique qui n'était pas facile pour les Nations unies : trois ans après la montée en puissance d'Al Qaïda et l'attaque sur les tours jumelles de New York ; deux ans après l'invasion de l'Afghanistan et un an après l'invasion de l'Irak. Donc, lorsque à l'Unesco nous nous sommes proposés de prendre une initiative avec le maire de Nantes pour créer un forum où tous les acteurs impliqués dans les droits humains pourraient se réunir de manière libre et sur un pied d'égalité pour débattre des défis que rencontre l'humanité en matière des droits humains, vous pouvez vous imaginer les résistances que cela a pu créer dans une organisation comme celle de l'Unesco.

L'on nous a rétorqué :

« - *Mais si vous invitez les gouvernements et les ONGs, les ONGs vont critiquer les gouvernements.*

- *Peut-être, ai-je dit.*

- *Si vous invitez les universitaires, ils vont critiquer le système des Nations unies.*

- *C'est possible.*

- *Si vous invitez les journalistes, ils vont critiquer le forum lui-même.*

- *C'est possible également. ».*

Il a donc fallu convaincre et nous avons été chanceux en trouvant un partenaire qui a répondu tout de suite. Un partenaire dont la vision s'inscrit dans la longue durée du combat de Nantes pour la mémoire et pour les droits humains. Et, grâce à ce partenariat fort, nous avons pu établir ce forum dans la durée et, au fur et à mesure des différentes éditions, consolider sa légitimité.

Il est vrai qu'aujourd'hui, autour de ce forum, il y a moins de controverse - ce qui d'ailleurs le rend un peu ennuyeux. Mais cela nous permet de travailler sur la substance parce que nous y venons avec des problématiques sérieuses. Bien entendu, un forum où il n'y a pas de controverse, un forum où les ONGs ne manifestent pas devant la porte, un forum où les altermondialistes ne sont pas écartés par les forces de l'ordre, c'est un forum qui ne va pas attirer les journalistes ni les chaînes de télévision. Tout simplement parce que, dans ce forum, nous avons demandé aux ONG, aux altermondialistes comme aux universitaires d'occuper leur place à côté des gouvernements, à côté des représentants des organisations internationales pour que, tous ensemble, chacun jouant son rôle, nous puissions travailler à la construction d'un monde meilleur.

La crise, nous savons tous, d'une part, qu'elle était prévue et annoncée et que, d'autre part, elle va avoir un impact sérieux sur les droits humains. La crise se termine sans qu'il y ait d'impact sérieux sur les banquiers. La preuve : ils retournent faire les bêtises qu'ils faisaient avant mais, pour le commun des mortels, la crise va avoir un impact sérieux et c'est pourquoi nous nous réjouissons que le forum ait choisi comme thème de réflexion et d'échange, non seulement une analyse de l'impact mais l'action locale : « *Des principes universels à l'action locale* ».

* *Sous-directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines (... - 2010) Pierre Sané a été à l'origine du concept du forum de Nantes qui fut organisé pour la première fois en 2004.*

Le défi de la pauvreté

Réfléchissons aux défis qui vont se poser à l'humanité à l'aube de ce XXI^e siècle. Au niveau de l'UNESCO, nous en avons identifié trois qui demandent une réflexion et un engagement parce que ce sont des défis dont les solutions vont conditionner la survie de l'humanité. Je ne parle pas de la survie des Hommes, parce que les Hommes peuvent vivre comme des bêtes sauvages, mais je parle de la survie de l'humanité - l'humanité conçue comme une chaîne étant construite autour de principes et de valeurs communes, de liberté, d'égalité, et de fraternité -.

Le premier défi est celui de la pauvreté. C'est d'ailleurs l'objectif numéro 1 du Millénaire pour le développement de la communauté internationale. Un milliard d'individus vit avec moins d'un dollar par jour – l'extrême pauvreté – ; 2 milliards et demi vivent avec moins de 2 dollars par jour – la pauvreté et la précarité – ; 80% des habitants de cette planète vivent avec moins de 10 dollars par jour, donc avec moins de 300 dollars par mois. On ne les appelle pas « *pauvre* », on les appelle « *classe moyenne* » parce que, si on les inclut dans les pauvres, 80% de la population mondiale seront considérés comme tels. Du point de vue éthique et moral, la structure de notre monde deviendrait intenable pour tous ceux qui font partie des 20% restant. Mais la vérité est là et la population s'accroît. La population mondiale va passer de 6 milliards à 9 milliards de personnes et 80% de ces 3 milliards supplémentaires vont former une population qui va vivre dans des conditions indignes de pauvreté et d'extrême pauvreté.

On continue à se satisfaire de cette réalité au quotidien. On connaît les chiffres : 35 000 enfants meurent à cause de la pauvreté chaque jour. Faites le calcul : cela fait un avion gros porteur rempli d'enfants qui s'écrase toutes les 15 minutes. 35 000 enfants par jour ! En un mois, vous avez l'équivalent du génocide au Rwanda : 800 000 victimes dans ce génocide. Or, que s'est-il passé au Rwanda ? Nous avons tous eu un sentiment de culpabilité. Nous nous sommes dit : « *la communauté internationale aurait dû faire quelque chose pour l'empêcher* ». Nous ne l'avons pas fait mais nous devons nous assurer que cela ne se répètera plus et nous avons mis en place un tribunal pour juger les responsables du génocide au Rwanda. Mais nous avons entre les mains un génocide équivalent à celui du Rwanda tous les mois (35 000 enfants par jour) et nous avons les ressources pour empêcher cela. Nous avons la technologie, nous avons l'information : nous pouvons empêcher que 35 000 enfants meurent chaque jour de la pauvreté. Non ! On se contente de dire qu'en 2015 on va réduire ce chiffre de moitié, et au lieu que ce soit 35 000 enfants qui meurent de la faim ou d'autres maladies liées à la pauvreté, ce sera uniquement 17 500. Et nous serons fiers d'avoir atteint les Objectifs du Millénaire parce que nous aurons réduit la pauvreté et l'extrême pauvreté de moitié. C'est le premier défi.

C'est un défi à la conscience de l'humanité, un défi à la conscience des bonnes gens, un défi à la conscience des dirigeants parce que nous avons les moyens de mettre fin à l'extrême pauvreté, non pas dans quinze ans, mais immédiatement. Cette pauvreté s'accompagne d'une inégalité croissante et lorsque l'on sait que l'inégalité croissante entraîne l'insécurité, nous allons devoir nous contenter de vivre derrière des murs de protection, avec des fils barbelés, des chiens et des agents de sécurité comme c'est le cas déjà dans deux pays parmi les plus inégalitaires du monde : le Brésil et l'Afrique du Sud. Ce n'est pas une vie. Si nous ne respectons pas le droit des pauvres, nous savons qu'il n'y a qu'une seule façon pour eux de prendre ces droits : ce sera par la force. Et s'ils prennent ces droits par la force, ce sera le chaos et un désastre pour l'humanité, pour notre condition d'êtres humains vivant sur des principes comme la dignité et la fraternité.

La menace du changement climatique

La deuxième menace qui est tout à fait sérieuse, c'est le changement climatique. Et là, nous avons encore une fois sur la table le travail des scientifiques. Tous les aspects scientifiques sont là malgré les combats d'arrière garde de prétendus savants, qui, de manière pathétique,

remettent en cause les prévisions du GIEC¹ et derrière ces remises en cause de quelques scientifiques s'engouffrent les États qui ne veulent pas être à la hauteur de leur responsabilité. De telle sorte que nous avons au niveau international un dialogue stérile entre certains États émergents qui disent : « *Nous ne voulons pas retarder notre développement, donc nous avons le droit de polluer comme les pays riches ont pollué pour arriver à leur niveau de développement* » et les pays riches qui disent : « *Nous, quand on a pollué, on ne savait pas que ça allait nous entraîner dans cette situation là* ». Ainsi, on ne sait plus qui est responsable.

Or, on connaît les risques d'aujourd'hui et aujourd'hui, ce n'est pas dans vingt ans ni dans trente ans. Il y a des guerres du climat comme au Darfour. Le Darfour est avant tout une guerre du climat. Nomades et sédentaires, éleveurs et paysans sont confrontés à des ressources qui diminuent du fait du réchauffement climatique. Cette diminution a fait entrer ces acteurs dans un conflit qui a été géré d'une manière ignoble par un gouvernement corrompu. Mais c'est une guerre du climat. De même que les menaces qui pèsent sur les petits états insulaires du Pacifique, qui risquent d'être envahis pas la montée des eaux, et qui vont jeter, d'après les Nations unies, deux cents millions de réfugiés du climat dans 20 à 30 ans. Deux cents millions de personnes pour lesquelles nous n'avons pas encore de cadre juridique pour établir leur droit et définir les responsabilités des pays vers lesquels ils vont aller. Et donc c'est une grande menace pour l'humanité parce qu'il va falloir que l'on réponde de manière humaine à ces victimes qui ne sont en rien responsables de ces changements climatiques. Mais nous ne savons pas quoi faire tant que nous n'aurons pas été confronté à la catastrophe, parce que nous ne savons ou ne voulons pas prévoir et que nous nous disons que cela va s'arranger tout seul.

Et la troisième menace qui a un rapport avec la question du réchauffement climatique, c'est **l'urbanisation** avec les risques d'inégalité sociale et d'insécurité. D'ores et déjà, pour la première fois de l'histoire de l'humanité, 50 % de la population mondiale vit dans les villes. Et ce chiffre va continuer à grandir et nous allons arriver dans trente ou quarante ans à 80% de la population mondiale vivant dans les villes. Et dans les villes du sud, 80% de cette population vivra dans des *favelas*, des ghettos, c'est-à-dire dans un environnement indigne. C'est dans les villes qu'il faudra apporter des réponses à ces défis là : défis économiques, politiques, défis environnementaux. D'où la nécessité de structurer mieux la répartition des responsabilités et des pouvoirs entre l'État et la ville afin de permettre à la ville, qui va accueillir cette humanité en détresse, d'y répondre en ayant l'autorité et les ressources pour le faire.

Et c'est pourquoi ce forum est si innovant et si important parce que c'est un forum qui réunit le local, le national et l'international. Parce que les défis auxquels l'humanité va être confrontée, ce sont des défis qui vont aussi lier le local, le national et l'international aussi bien dans l'impact de ces crises que dans la solution qu'il faudra apporter à ces crises. L'international tout seul ne pourra pas y répondre, les gouvernements nationaux ne pourront pas y répondre si les autorités locales ne sont pas incluses dans la réflexion et dans la mise en œuvre de ces réponses là. Et donc, je crois que Nantes a vraiment trouvé sa niche. C'est un forum encore tout jeune – six ans d'exercice – mais je suis sûr qu'au fur et à mesure c'est dans des forums comme celui-ci que l'on trouvera des débuts de réponses parce que c'est dans ces lieux que l'on peut discuter librement. Un lieu où la science a répondu à l'appel, avec la présence des chercheurs qui sont là ; les ONG de terrain sont présentes et peuvent apporter une réponse à la lumière de leur expérience au plus près des individus et des communautés ; les gouvernements qui ont la responsabilité de proposer les lois et de décréter les règles sont présents ; l'international qui a la possibilité d'apporter des réponses comparatives est aussi représenté...

C'est donc dans le cadre d'un forum d'échange et de débat comme celui-ci que l'on pourra trouver les premières pistes pour répondre à ces défis là. Encore une fois, je me réjouis quand je vois une participation aussi forte qui ne peut que confirmer au maire de Nantes, aux présidents des conseil régional et général, qu'ils ont fait le bon choix quand ils ont pris la décision de

¹ GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

soutenir ce forum et, bien entendu, l'Unesco et le système des Nations unies continueront d'accompagner cette initiative prise au niveau local, à Nantes.